



Dans la capitale, les élèves veulent retourner en classe

Depuis le 12 janvier, des dizaines de milliers de réfugiés sont installés dans des écoles ou sur des terrains privés. Aujourd'hui, des élèves et des propriétaires veulent rendre à ces sites leur fonction première

PORT-AU-PRINCE
De notre envoyé spécial

Installé dans les tribunes du stade de Port-au-Prince, alors que vient de commencer l'un des premiers matchs de football de l'après-12 janvier, Faubert sourit, heureux de voir certaines activités reprendre leur cours, après des mois d'interruption en raison du séisme. «*On ne peut pas occuper tous les espaces qui font marcher la vie*», dit-il pour justifier son sourire, alors que les abords du stade sont toujours occupés par les tentes des sinistrés du séisme.

Il y a un mois, l'évacuation de la pelouse synthétique, où plus de 3 500 familles avaient trouvé refuge, avait provoqué la polémique. «*Pourtant, il s'agissait d'un compromis que nous avons négocié avec ces personnes, se défend Rolny St-Louis, directeur des lieux. "Pour que nous partions, il faut nous donner une tente", avaient-ils dit. C'est ce que nous avons fait, et nous avons laissé s'installer ceux qui le souhaitent sur les terrains de tennis ou sur le parking.*» Aujourd'hui, plus de 1 000 familles vivent toujours

dans l'enceinte du stade.

Ces arguments n'ont toutefois pas convaincu les humanitaires: de nombreuses ONG ont dénoncé cette expulsion sans proposition alternative faite aux familles. Interpellées, les autorités haïtiennes ont évoqué un moratoire de deux mois, mais sans plus d'informations, et la situation reste confuse. «*Nous n'avons pas de détails*», déplore Pierre Tripon, chef de mission d'Action contre la faim, organisation qui avait fortement protesté contre l'évacuation du stade, où elle intervenait auprès de familles aujourd'hui éparpillées. «*Nous ne savons pas avec précision quand s'achève ce moratoire, ni même quel en est le contenu et quel recours il prévoit pour les sinistrés.*»

De fait, quatre mois après le séisme, la capitale compte désormais plusieurs zones de tension, notamment autour de la question scolaire. Ces dernières semaines, plusieurs manifestations ont eu lieu, réunissant des élèves réclamant la réouverture de leurs établissements, toujours occupés. Au lycée Toussaint-Louverture, à deux pas du Palais national effondré, la cour est ainsi toujours occupée par des tentes, rendant impossible la mise en place d'installations provisoires. «*Oui, on nous a fait comprendre qu'il fallait qu'on parte*», explique Marlène, installée avec sa sœur devant sa tente pour ne pas être accablée par la chaleur qui règne sous la feuille synthétique. «*On nous a dit qu'on allait nous emmener au camp de Tabarre, mis en*

place par l'ONU. Nous n'avons pas envie d'y aller, mais nous n'avons pas le choix.»

De fait, le moratoire semble très relatif. Il y a une dizaine de jours, le Cercle Bellevue, un club de tennis de la capitale, a ainsi fait savoir aux organisations huma-

« Nous ne partirons pas, assure Michael, un réfugié. Ils peuvent nous couper l'eau... Où irions-nous ? »

nitaires qu'elles n'étaient plus les bienvenues. Près de 300 familles vivent sur ce terrain, autour de courts de tennis, où le linge sèche sur les filets toujours en place. Les bâtiments sont effondrés et l'organisme indique qu'il n'a pas été en mesure de déblayer ni même de chercher les corps. «*Mais nous ne partirons pas*, assure Michael, l'un des réfugiés. *Ils peuvent nous couper l'eau... Où irions-nous?*»

Car pour les sinistrés, les choses n'avancent guère: l'heure est toujours au déblaiement dans les rues de Port-au-Prince. En outre, les seuls concernés sont les propriétaires, les locataires n'ayant, eux, aucun espace où s'installer. En marge des camps – appelés, de l'avis général, à rester en place pendant plusieurs années –, on voit déjà des quartiers se hérissier de maisons de planches et de tôles.



Activités éducatives organisées à l'université Quisqueya de Port-au-Prince, pour les enfants non scolarisés depuis le séisme. Certaines écoles, occupées par des réfugiés, sont toujours fermées.